

Expéditeur _____

Ministre de la justice
MINISTER OF JUSTICE
LAW AND JUSTICE DIVISION
MINISTRY OF LAW, JUSTICE AND PARLIAMENTARY AFFAIRS
BUILDING NO – 04
BANGLADESH SECRETARIAT
DHAKA – 1000
BANGLADESH

Lieu et date _____

Monsieur le Ministre,

Je vous prie instamment d'abandonner immédiatement et sans condition les charges retenues contre **Shahnewaz Chowdhury**, qui a été inculpé en vertu de la Loi relative à la sécurité numérique et qui, s'il est déclaré coupable, encourra jusqu'à 10 ans d'emprisonnement alors qu'il n'a fait qu'exprimer ses opinions sur Facebook.

L'État et de puissants acteurs non étatiques se servent de ce texte pour étouffer la dissidence, et les personnes les moins puissantes sont visées de manière disproportionnée. Je vous appelle à abroger la Loi relative à la sécurité numérique et d'autres lois bangladaises ou à les modifier, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains qui concernent le droit à la liberté d'expression.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

(signature)

Expéditeur _____

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PALAIS PRÉSIDENTIEL
YAOUNDÉ
CAMEROUN

Lieu et date _____

Monsieur le Président,

Je vous écris pour vous demander de libérer immédiatement et sans condition **Dorgelesse Nguessan**, détenue uniquement pour avoir exercé pacifiquement ses droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

Dorgelesse Nguessan a été arrêtée à Douala alors qu'elle participait à sa toute première manifestation. Elle n'avait jamais été active dans le domaine politique, mais ses préoccupations quant à la situation de l'économie camerounaise l'ont incitée à participer à ce rassemblement.

À l'issue d'un procès inique devant un tribunal militaire, **Dorgelesse Nguessan** a été déclarée coupable d'insurrection, de réunions et de manifestations publiques et d'attroupement et condamnée à cinq ans d'emprisonnement. Il faut qu'elle soit libérée et puisse retrouver sa famille, dont elle est le principal soutien financier.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

(signature)

Expéditeur _____

PRESIDENT OF CUBA
C/O EMBASSY OF CUBA IN BELGIUM
AVENUE BRUGMANN 80
1190 FOREST, BRUXELLES
BELGIQUE

Lieu et date _____

Monsieur le Président,

Je vous demande de libérer immédiatement et sans condition le prisonnier d'opinion **Luis Manuel Otero Alcántara**. Il faut que toutes les charges retenues contre cet homme soient abandonnées, car celui-ci est détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement ses droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique. Le procès de **Luis Manuel Otero Alcántara** a été inique et s'est déroulé à huis clos, à l'écart des observateurs indépendants des droits humains et des journalistes.

Au cours de sa détention dans une prison de sécurité maximale, **Luis Manuel Otero Alcántara** a, semble-t-il, vu son état de santé se dégrader. Dans l'attente de sa libération, je vous prie instamment de veiller à ce qu'il ne soit pas maltraité en détention, bénéficie de soins de santé adaptés et puisse contacter régulièrement sa famille et ses avocats.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

(signature)

Expéditeur _____

Juges d'instruction
Tribunal judiciaire de Lyon
67 rue Servient
69003 Lyon
France

Lieu et date _____

Madame la Juge, Monsieur le Juge,

Je vous écris pour demander que toute la lumière soit faite sur l'homicide de **Zineb Redouane**, morte en raison d'une utilisation illégale présumée de grenades lacrymogènes lors d'une manifestation. Il est nécessaire de déterminer pleinement les responsabilités du policier qui a tiré la grenade et celles de sa hiérarchie. Je vous demande d'examiner tous les éléments existants avec l'attention qu'il se doit et, si les preuves sont suffisantes, de veiller à ce que tous les responsables présumés soient jugés dans le cadre de procédures respectant leur droit à un procès équitable.

Veuillez agréer, Madame la Juge, Monsieur le Juge, l'expression de ma haute considération.

(signature)

Expéditeur _____

Ministre de la Justice
SECRETARY FOR JUSTICE
DEPARTMENT FOR JUSTICE
G/F, MAIN WING, JUSTICE PLACE
18 LOWER ALBERT ROAD
CENTRAL
HONG KONG

Lieu et date _____

Monsieur le Ministre,

Je vous prie instamment de libérer immédiatement et sans condition l'avocate spécialiste des droits humains **Chow Hang-tung** et d'abandonner toutes les charges retenues contre elle, car elle a été inculpée uniquement pour avoir exercé pacifiquement ses droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

Cette femme purge actuellement une peine de 22 mois d'emprisonnement pour avoir rendu un hommage pacifique aux victimes de la répression de Tiananmen, qui a eu lieu en 1989. Elle risque également d'être emprisonnée à tort parce qu'elle aurait, par ses actions totalement pacifiques, porté atteinte à la sécurité nationale.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

(signature)

Expéditeur _____

HEAD OF IRAN'S JUDICIARY
PAR L'INTERMÉDIAIRE DE L'AMBASSADE D'IRAN AUPRÈS DE L'UNION
EUROPÉENNE
AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT 15
1050 BRUXELLES
BELGIQUE

Lieu et date _____

Monsieur,

Je vous prie instamment de libérer sans délai **Vahid Afkari**, détenu arbitrairement pour avoir participé de manière pacifique à des manifestations, d'annuler ses déclarations de culpabilité et condamnations injustes, et d'abandonner toutes les charges liées à l'exercice pacifique de ses droits humains.

Vahid Afkari est détenu à l'isolement à la prison d'Adelabad, dans la province du Fars, et les autorités ne tiennent pas compte des nombreux éléments qui prouvent son innocence. Dans l'attente de sa libération, cet homme doit être détenu dans des conditions qui respectent les normes internationales relatives au traitement des prisonniers, en ayant accès à des soins de santé adéquats – à l'extérieur de la prison, si nécessaire – et la possibilité de communiquer avec sa famille.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

(signature)

Expéditeur _____

CHEF DU GOUVERNEMENT MAROCAIN
PALAIS ROYAL – TOUARGA
RABAT 10070
MAROC

Lieu et date _____

Monsieur le Chef du gouvernement,

Je vous demande de libérer immédiatement et sans condition **Nasser Zefzafi**, et d'annuler sa déclaration de culpabilité injuste car cet homme est emprisonné pour avoir exercé son droit de manifester.

Nasser Zefzafi est détenu dans des conditions déplorables, qui ont entraîné une dégradation considérable de son état de santé. Il souffre de plusieurs problèmes de santé, notamment de troubles respiratoires, de troubles de la vue et de douleurs neurologiques.

La direction de la prison le prive des soins médicaux dont il a besoin. Dans l'attente de sa libération, je vous prie instamment de veiller à ce que **Nasser Zefzafi** soit protégé de la torture et des autres formes de mauvais traitements, et à ce qu'il bénéficie de soins de santé adaptés en prison.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef du gouvernement, l'expression de ma haute considération.

(signature)

Expéditeur _____

Président de la Cour suprême du Paraguay
PRESIDENTE DE LA CORTE SUPREMA DE JUSTICIA DE PARAGUAY
PALACIO DE JUSTICIA DEL PARAGUAY
MARIANO ROQUE ALONSO Y TESTANOVA
ASUNCIÓN
C.P. N°001001
PARAGUAY

Lieu et date _____

Monsieur le Président de la Cour suprême,

Je vous prie instamment de veiller à ce que toutes les mesures nécessaires soient prises pour que l'identité d'**Yren Rotela** et de **Mariana Sepúlveda**, deux femmes transgenres, soit reconnue sur le plan juridique. Priver ces femmes du droit de changer légalement de nom et d'obtenir des documents d'identité qui correspondent à leur identité de genre est une pratique discriminatoire, qui les empêche d'avoir accès à l'éducation, à l'emploi, au logement et aux soins de santé au même titre que les autres personnes, et les expose encore davantage à la violence, au harcèlement et à la stigmatisation.

Au Paraguay, les militant·e·s transgenres sont réduits au silence et leurs manifestations sont souvent interdites ou attaquées. Je vous demande de faire en sorte que des cadres juridiques soient mis en place pour mettre fin à ces pratiques discriminatoires. Faute de reconnaissance juridique de son genre, la possibilité pour une personne transgenre de vivre dans la dignité, en toute sécurité et en jouissant des droits et protections accordés aux autres membres de la société, sur un pied d'égalité avec eux, est fortement compromise.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

(signature)

Expéditeur _____

Procureur de Saint-Petersbourg
THE PROSECUTOR OF SAINT PETERSBURG
2/9 POCHTAMTSKAYA STREET
SAINT PETERSBURG
190000
FÉDÉRATION DE RUSSIE

Lieu et date _____

Monsieur le Procureur,

Je vous prie instamment de veiller à ce qu'**Alexandra Skotchilenko**, détenue pour avoir critiqué la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, soit libérée. Toute personne, y compris **Alexandra Skotchilenko**, a le droit d'exprimer librement ses opinions. Il faut que toutes les charges retenues contre elle soient abandonnées et qu'elle soit libérée de prison immédiatement et sans condition.

Je vous demande aussi de veiller à ce que, dans l'attente de sa libération, **Alexandra Skotchilenko** soit détenue dans des conditions conformes aux normes internationales, bénéficie de soins de santé adaptés et ait accès aux aliments dont elle a besoin du fait de ses problèmes médicaux. Il faut qu'elle soit protégée de tout harcèlement de la part du personnel du centre de détention et de ses codétenues.

Veillez agréer, Monsieur le Procureur, l'expression de ma haute considération.

(signature)

Expéditeur _____

Président du Zimbabwe
PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ZIMBABWE
OFFICE OF THE PRESIDENT
MUNHUMUTAPA BUILDING
SAMORA MACHEL AVENUE
P. BAG 7700
CAUSEWAY
HARARE
ZIMBABWE

Lieu et date _____

Monsieur le Président,

Je vous prie instamment d'abandonner immédiatement et sans condition toutes les charges retenues contre **Joanah Mamombe, Cecillia Chimbiri et Netsai Marova**, inculpées uniquement pour avoir exercé pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

Cecillia Chimbiri, Joanah Mamombe et Netsai Marova ont été arrêtées arbitrairement à la suite d'une manifestation à Harare, emmenées à un poste de police et conduites de force à un endroit situé à l'extérieur de la ville, où elles ont été rouées de coups et agressées sexuellement. Alors qu'elles étaient encore hospitalisées, elles ont été inculpées d'infractions liées à la manifestation, puis accusées d'avoir menti sur ce qui leur était arrivé. À ce jour, personne n'a été amené à rendre de comptes.

Cecillia Chimbiri, Joanah Mamombe et Netsai Marova subissent un harcèlement continué depuis leur arrestation, elles doivent être protégées.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

(signature)